

Unité Départementale Hérault
520, Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
34064 Montpellier Cedex 02

Montpellier, le 14/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Nexstone (carrière de Brissac)

1 rue du Colonel Pierre Avia
75015 Paris

Références : UD34/2026/H3/MJ/012
Code AIOT : 0006600930

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/01/2026 dans l'établissement Nexstone (carrière de Brissac) implanté Devois de la Vernède CD986 34190 Brissac. L'inspection a été annoncée le 14/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 28 janvier 2026 s'inscrit dans le cadre du programme d'inspection établi pour l'année 2026.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Nexstone (carrière de Brissac)
- Devois de la Vernède CD986 34190 Brissac
- Code AIOT : 0006600930

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de roche massive est autorisée jusqu'en 2036 par arrêté préfectoral du 20 décembre 2013, modifié par arrêté du 8 juin 2022, pour une capacité maximale de 500 000 t/an. Les matériaux extraits sont concassés et criblés dans les installations autorisées par le même arrêté. Le site est également autorisé à réceptionner des déchets inertes du BTP, pour remblayage ou recyclage. Le site a subi un important sinistre en octobre 2024 qui a fortement endommagé les installations de traitement de matériaux ; celles-ci ont été entièrement changées et ont redémarré fin 2025.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 20/12/2013, article 7.3.11.2	Demande d'action corrective	30 jours
2	Moyens minimaux d'intervention en cas de sinistre	Arrêté Préfectoral du 20/12/2013, article 9.1.3	Demande d'action corrective	30 jours
4	Remise en état du site	AP Complémentaire du 08/06/2022, article 6	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Réception des déchets inertes	AP Complémentaire du 08/06/2022, article 3.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les non-conformités constatées lors de l'inspection du 28 janvier 2026 ont été portées à la connaissance de l'exploitant qui s'est engagé à les lever dans les meilleurs délais.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2013, article 7.3.11.2
Thème(s) : Autre, Plan d'exploitation
Prescription contrôlée : <u>Article 7.3.11.2 Plan d'exploitation</u> L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un plan d'exploitation et de réhabilitation d'échelle adaptée à la superficie de la carrière, mis à jour une fois par an, sur lequel

<p>sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les limites du périmètres sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres, • les bords de la fouille, • les gradins, • les stockages de déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière, • les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs (bords de fouille, gradins, fond de fouille...), • les zones remises en état, • les zones qui seront remises en végétation dans le courant de l'année suivante, • la positions des ouvrages à protéger et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspecteur de l'environnement un plan d'exploitation datant de moins d'un an mais sur lequel n'étaient pas reportés les abords de la carrière dans un rayon de 50 mètres.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de compléter son plan d'exploitation par les abords de la carrière dans un rayon de 50 mètres.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 2 : Moyens minimaux d'intervention en cas de sinistre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2013, article 9.1.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Information du service départemental d'incendie et de secours</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 9.1.3 Moyens minimaux d'intervention en cas de sinistre</u> [...] Un plan du site et des moyens d'intervention disponibles est transmis au service prévision du service départemental d'incendie et de secours [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan du site et des moyens d'intervention disponibles est à mettre à jour. Il n'a pas été adressé à ce jour au service prévision du service départemental d'incendie et de secours.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour le plan du site et des moyens d'intervention et de le</p>

transmettre au service prévision du service départemental d'incendie et de secours. L'exploitant devra pouvoir justifier de cette transmission auprès de l'inspection de l'environnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : Réception des déchets inertes

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/06/2022, article 3.5
Thème(s) : Autre, Registre d'admission
Prescription contrôlée : <u>Article 3.5. Registre d'admission</u> L'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présenté : <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception, la date de délivrance au producteur de l'accusé d'acceptation des déchets ; - le nom et les coordonnées du producteur de déchets ; - le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à la nomenclature des codes déchets du Code de l'environnement susvisé ; - la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ; - le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ; - le cas échéant, le motif du refus d'admission. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.
Constats : Un contrôle de conformité du registre a été réalisé sur les chargements de déchets entrants pour la journée du 27 janvier 2026. Ce contrôle n'a pas fait apparaître de non-conformités au droit des dispositions de l'article 3.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 juin 2022.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Remise en état du site

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/06/2022, article 6
Thème(s) : Actions régionales, Remise en état du site
Prescription contrôlée : <u>Article 6 Remise en état du site</u> [...] La remise en état coordonnée aux travaux d'extraction et la restructuration écologique et paysagère font l'objet d'un bilan périodique par un bureau d'étude spécialisé tous les 3 ans et un rapport détaillé sera adressé à l'inspection des installations classées [...].

<p>Constats :</p> <p>A la date de l'inspection, l'exploitant aurait du avoir déjà adressé à l'inspection des installations classées le rapport détaillé portant sur le bilan périodique de la remise en état coordonnée et les travaux de restructuration écologique et paysagère du site.</p> <p>L'inspection des installations classées n'a pas reçu à ce jour ce rapport et l'exploitant n'a pas été en capacité de le fournir à l'inspecteur de l'environnement à l'occasion de l'inspection du 28 janvier 2026.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'adresser à l'inspection des installations classées le rapport détaillé tel qu'il est prévu à l'article 6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 juin 2022.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>